

Profondément de gauche!

Confluences 81

Pour l'écologie, pour transformer demain la société...

ÉDITO :
MILITER ?

PAGE 3

R.N. 126

PAGE 6

DOSSIER :

**AH, LE
CHANGEMENT !**

PAGES 9, 10, 11 & 12

GEORGES SÉGUY

PAGE 16

Mai militant ...



Dessin original de N'Marc

... je transforme le monde !

21^{ème} année | Numéro 123 | novembre 2016 | 2€50

<http://confluences81.fr/>



Depuis sa création (15 janvier 2015), le blog de **CONFLUENCES 81** a accueilli près de 55 000 visiteurs des 5 continents qui ont feuilleté 400 000 pages ! Vous aussi, n'oubliez pas de lui rendre visite ! Certains articles trop longs pour être publiés ici s'y trouvent !

Clic : <http://confluences81.fr/>

A VOS PLUMES !

Confluences 81 donne la parole à ses lectrices et lecteurs...

Bakounine

Dans le N° 121 de *Confluences 81*, Jean-Pierre S, dans son article sur la 4^e République regrettait que « (...) la démocratie chrétienne n'ait pas réussi à s'implanter en France ».

Bien entendu, ses propos n'engagent que lui. Pour prouver l'hétérogénéité du comité de rédaction de *Confluences 81*, j'aurais tendance à regretter, quant à moi, que les sociétés n'aient pas pris une orientation bakounino*-magonisto*-goldmanienne* !

Patrice K

* Mikhaïl Bakounin (1814-1876) : révolutionnaire et théoricien anarchiste russe.

* Ricardo Flores-Magon (1873-1922) : révolutionnaire mexicain.

* Emma Goldman (1869-1940) : militante anarchiste russe.

Dossier central de *Confluences 81*

Pour la deuxième fois je demande un dossier sur « l'homophobie, le sexisme, etc... » et sur « les nouvelles formes d'habitat ».

Je redemande aussi qui a des possibilités « d'enquête » dans les banlieues Tarnaises ? Surtout sur les jeunes...

A.R.

Réponse de la rédaction : le thème des dossiers est choisi en fonction des articles reçus lors du Comité de rédaction bimestriel...

... à vos plumes !

Contacts avec *Confluences 81* :

pour envoyer vos textes, dessins, logos, encadrés, remarques, points de vue, coups de coeur, coups de gueule ... :

- directement par courrier électronique : contact@confluences81.fr

- par courrier postal à : C. Rossignol - 9 Chemin du Ritou - 81100 CASTRES

Comment savoir si mon abonnement a pris fin ? Et à quelle date ?

Sur l'enveloppe d'envoi figure une étiquette avec votre nom et votre adresse. Juste au dessus de ceux-ci, figure aussi **une date** : c'est celle de la fin de votre abonnement.

Faute d'abonnement renouvelé à cette date, le numéro suivant de *Confluences* ne vous sera pas envoyé ...

Le même procédé est mis en place pour les *Confluences* envoyés à titre gracieux.



Abonnement à *Confluences 81* : 6 numéros pour 13 € (8 € tarif réduit).

Chèque à l'ordre de «*Confluences 81*» à envoyer

9 Chemin du Ritou - 81100 CASTRES

accompagné du coupon ci dessous



Nom
 Prénom
 Adresse
 C.P. Ville.....
 téléphone E-mail.....

Adhérent-e à l'Association ? Le souhaitez-vous ? OUI NON
 L'abonnement à *Confluences 81* vous fait membre de l'association sans supplément de cotisation, sauf si vous répondez NON ci-dessus

VERSION «PAPIER» ? OU VERSION «INTERNET» ?

SOMMAIRE

Page 3

Editorial : Militer ?

Pages 4 et 5

Dans le Tarn : Albi, Castres, Lavour...

Page 6

ZADistement vôtre : R.N. 126.

Page 7

Etranges étrangers : Amnistie, burkini

Page 8

Rage au ventre : école et armée, armes nucléaires

Pages 9 - 12 : Le dossier

AH LE CHANGEMENT!

Page 13

Agriculture : les robots rêvent-ils de moutons électriques ?

Page 14

Conscience sentiente : du castor au dessert ?

Page 15

Politique : U d'été + Agenda

Pages 16-17

Education/Culture : Georges Séguy + cinéma + résistant...

Pages 18-19

Tribunes Libres : Cas soc', Collectif Roosevelt & Brèves

Page 20

Féminismes : SophiaBrahe

Confluences 81

Bulletin bimestriel «Ouvert»

Edition : *Confluences 81* - 9 Chemin du Ritou 81100 Castres

Impression : Multicopy Services

17, Bd des Dr Sicard 81100 Castres

Directeur de la Publication : Rémi Fritzen

Rédactrice en chef : Françoise Martinez

Ont participé à la rédaction : A&A 81, Bérengère, CAAT, Carmaux Info, Coll. Roosevelt 81, Coll. Stop Linky Tarn sud, Michel Costadau, Fakir, Jean Fauché, Faut pas pucer, Rémi Fritzen, Gisol, Alain Hébrard, HK et les Saltim banks, J-Benoît Horsot, ICAN, Patrice Kappel, Minds, Rosalie Laparra, Nobiribi, PACT, Bernard Pradines, Aline Raby, Yvette et Claude Rossignol, Candida Rouet, J-Pierre Shiep, C. Vincent, Mato Witko.

Dessins originaux :

Alain Guillemot, Kalié, MARS, N'MARC et SMILY

Photos : *Confluences 81* et autres inconnus !

Mise en page : Françoise Martinez

n° ISSN : 1769-8472

Dépôt légal : nov. 2016. Tirage 160 ex.

CPPAP : 0220 P 11464

Confluences 81

Rallumeurs d'étoiles

Rallumeurs d'étoiles
 Hissez haut notre idéal
 Hissez haut nos idées
 Haut nos idées
 Je me suis dégoté un drôle de métier
 avec moi, embarqués: quelques illuminés des fous!
 Oh oui, des fous!
 Oh! oh! Je leur ai proposé pour unique salaire
 De la traînée de poudre d'étoile polaire
 «D'accord!» Ils m'ont dit: «d'accord!»
 Oh! Oh! A la tombée du jour, quand le monde est
 K.O.
 V'la qu'on sort les échelles et les chalumeaux
 Franco, on grimpe là-haut,
 Oh! Oh! Perchés sous les étoiles, givrés que nous
 sommes
 Dans la nuit noire, nous travaillons pour les
 hommes
 Encore, nous travaillons encore
 Et encore, et encore...
 Rallumeurs d'étoiles
 Rallumeurs d'étoiles
 Hissez haut notre idéal
 Hissez haut nos idées
 Haut nos idées (bis)
 Connais-tu la légende des chasseurs de comètes?
 Sur chaque étoile filante,
 Un rêveur, un poète
 Qui éclaire
 Ce monde à refaire
 Si par un heureux présage, tu levais la tête
 Grâce aux souffleurs de nuages, tu nous verrais
 peut-être
 D'ailleurs, on t'attend ailleurs,
 Oh! Oh! Pars, quitte la ville, ses foutus réverbères
 Viens nous rejoindre au-dessus des froides
 lumières
 Embarque!
 Prends place, on t'embarque!
 Oh! Oh! On a du boulot pour toi, si tu le veux bien
 Rallumer les étoiles du soir au matin
 Encore, les rallumer encore
 Et encore, et encore...
 Rallumeurs d'étoiles
 Rallumeurs d'étoiles
 Hissez haut notre idéal
 Hissez haut nos idées
 Haut nos idées (bis)
 Oh! oh! oh! ...
 Ce soir,
 On rallume les étoiles,
 Tu rallumes, il rallume les étoiles
 Une à une
 Une à une (bis)

H K & Les Saltim Banks

MILITER ?



Militer, pourquoi et comment ?
 Nous sommes de plus en plus
 nombreux à nous poser cette
 question, après des années d'en-
 gagements infructueux pour
 améliorer et démocratiser le
 fonctionnement de nos sociétés.

civique), qui
 bénéficient
 d'une plus
 large audience, leur efficacité
 n'est pas plus évidente.
 « *Le capitalisme porte en lui
 la guerre comme la nuée porte*



Plusieurs décennies de mesures
 gouvernementales antisociales
 ont de quoi nous décourager.
 Pourquoi militer ? Les motifs
 sont nombreux. De notre en-
 vironnement à notre santé en
 passant par notre vie sociale et
 familiale, le bilan tiré est rare-
 ment positif.
 Comment militer ? Les
 « vieilles » méthodes (manifes-
 tations, tractages, grèves) qui
 sont la base du militantisme,
 montrent leurs limites en cette
 période de répression féroce par
 des gouvernements aux abois...
 mais qui refusent de céder. Quant
 aux actions plus discrètes (péti-
 tions, motions, collectifs de sou-
 tien ou actions de désobéissance

l'orage » disait Jean Jaurès
 au début du siècle dernier. La
 guerre que nous livre le capita-
 lisme encore plus aujourd'hui n'a
 d'égale que notre engagement à
 le combattre.
 Alors, d'autres types d'actions
 ou de réactions, d'autres façons
 de résister sont à inventer, n'en
 doutons pas. Eviter la violence
 lorsqu'elle ne nous est pas im-
 posée, militer pour la paix, ici et
 ailleurs, organiser les différentes
 formes de réactions afin de don-
 ner la parole à la population pour
 que naisse le changement espéré
 par tous...

Comité de rédaction
 (5/10/16)

Confluences 81 :
 CONTACT@CONFLUENCES81.FR
 HTTP://CONFLUENCES81.FR
9 CHEMIN DU RITOU
81100 CASTRES

CASTRES : 30 ANS !

Le Comité de Coopération Castres-Huyé (Rwanda) fête son trentième anniversaire...

Au mois de novembre :

- Une exposition d'artistes Rwandais aux Ateliers (vernissage le 10 novembre).
- Un repas musical.
- Une conférence (présentation des actions en cours).
- Un film, etc...

Consultez les médias !

A.R.

ALBI : UN ACCUEIL ET UN TOIT POUR DES FAMILLES

Un Collectif Accueil Avec Toit, CAAT, a récemment été constitué par des personnes sujettes ou sensibles à la difficulté d'accéder à un logement sur la ville d'Albi. Plusieurs familles se voyant dans l'impossibilité de jouir du droit au logement que leur reconnaît l'Etat français, nous n'avons pas d'autres choix, pour leur offrir un toit, que d'en réquisitionner un.

C'est ainsi qu'après avoir pris connaissance de la vacuité des anciens locaux d'ERDF, 18 et 20 rue Lavazière à Albi, nous avons décidé d'investir ces lieux, depuis le mardi 20 septembre 2016, et ce sans effraction.

Dans le respect des bâtiments et du voisinage, nous animons ce lieu d'une vie collective pour offrir aux familles des conditions d'existence plus humaines et plus dignes. Sont proposés dans ce lieu : des activités quotidiennes à destination des enfants, des ateliers d'apprentissage du français pour les parents, un accompagnement médical et administratif. Sans ce lieu, ces familles seront démunies.

Or, son existence est menacée : une première visite des forces de l'ordre le samedi 24 septembre, pour prise d'informations, suivie d'une visite d'un huissier, ce 29 septembre 2016, escorté des forces de l'ordre et d'agents EDF, nous fait craindre la menace d'une expulsion prochaine. Nous avons besoin de votre soutien et vous invitons à venir nombreux pour défendre ce lieu et le faire vivre.

CAAT (Collectif Accueil Avec Toit)

ALBI : RÉQUISITION !

Logement : le CAAT* réquisitionne

Puisque la préfecture ne veut pas prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à la situation de familles laissées à la rue, nous ferons ce qu'elle ne veut pas faire. On n'est jamais mieux servi que par soi-même, dit l'adage...

C'est ainsi que le 20 septembre, se créait à Albi le CAAT, Collectif Accueil Avec Toit, composés de militants de diverses « obédiences », tous et toutes sensibles à l'épineux faux problème du logement. Ce collectif se pose pour objectif d'offrir un lieu d'accueil et d'hébergement aux personnes qui sont privées de toit, et ce quelles que soient leur nationalité et leur situation administrative. S'inspirant de ce que font le DAL et le CREA toulousains, le CAAT entend, par sa démarche : 1) augmenter les places d'hébergement d'urgence au besoin en appliquant la loi de réquisition sur les immeubles et logements vacants appartenant aux collectivités locales, aux administrations, à l'État, aux banques, aux compagnies d'assurances, à de gros propriétaires, à des professionnels de l'immobilier 2) faire respecter le droit au logement dont nous avons parlé plus haut 3) promouvoir des activités et une vie collectives qui assurent et développent l'entraide et la solidarité, tout en laissant aux personnes le soin de se gérer elles-mêmes sans exiger par exemple, comme c'est le cas quand elles sont placées en CADA, qu'elles demandent une autorisation quand elles veulent s'absenter quelques jours. J'avoue que je brode un peu sur une trame semi-personnelle semi-collective, parce que le CAAT, encore en construction n'a, à ce jour, pas défini sa charte.

Mais si le CAAT n'a pas fini de bâtir l'édifice sur lequel il repose, il est déjà bien actif dans la « réquisition » de logements déjà construits : devant l'urgence des situations, confronté au sort de ces familles sans logement, le CAAT décidait, le jour même de sa création, d'ouvrir, sans aucune effraction, d'anciens lo-

caux d'ERDF au 18 rue Lavazière à Albi, des locaux abandonnés depuis quelques années et en parfait état. Une quinzaine de personnes y réside à ce jour : des parties privatives leur sont dévolues à l'étage ; le rez-de-chaussée est davantage consacré à la vie commune que nous essayons d'y mettre en place. Les idées d'ateliers germent : cours de langue (français, albanais, portugais...), cours d'alphabétisation, ateliers d'aide aux devoirs et activités ludiques pour les enfants, construction de bacs à légumes à jardiner, échanges de recettes de cuisine... Vivre ensemble concrètement, et non pas faire ce « vivre ensemble » que nous vend la langue de bois administrative et politicienne ; développer une culture commune et non pas acculturer l'autre ; construire ensemble les bases d'une nouvelle société plutôt que de chercher à s'intégrer dans une société dont nous contestons le fonctionnement et les logiques sur lesquelles elle repose.

Appel à soutien

Ce lieu de vie que le CAAT a ouvert a besoin de votre soutien :

- pour vivre et se développer : venez nous rencontrer, participer à des ateliers, en proposer, offrir votre aide logistique, ...

- pour se défendre et se maintenir : la pression des pouvoirs publics commence à se faire sentir pour mettre fin à ce lieu qui remplit pourtant des fonctions qui leur incombent à eux et qu'ils refusent d'assumer. La visite d'un huissier escorté de forces de l'ordre et d'agents EDF le jeudi 29 septembre nous fait craindre une expulsion prochaine.

A peine créé, ce lieu est déjà indispensable : il est devenu le refuge de plusieurs familles. S'il disparaît, ces familles seront jetées à la rue.

Bérengère

*CAAT est l'acronyme de Collectif Accueil Avec Toit. Pour contacter le CAAT : 07 51 20 74 88 – caat@riseup.net

L'intégralité de cet article est à consulter sur : <http://confluences81.fr/2016/10/04/albi-migrants-et-patrimoine-de-lhumanite/>

LE PREMIER VILLAGE ALZHEIMER AU MONDE

Ma trajectoire professionnelle de gériatre et la curiosité m'ont poussé, le 17 août 2016, à suivre une visite -guidée- d'une innovation située à Weesp, une petite ville hollandaise. Pourquoi un village pour des personnes âgées désorientées dans une ville ? Pourquoi pas une maison traditionnelle telle qu'un EHPAD ?

Pourquoi ne pas répartir ces personnes âgées de plus de 65 ans, souffrant de troubles cognitifs sévères, dans des petites unités situées dans des villages existants comme autour de Saint-Nazaire ?

« De Hogeweyk » fut inauguré en 2009 près d'Amsterdam. D'autres villages sont en cours de réalisation, tel que celui de Prosper au Texas (Etats-Unis) ou en projet comme à Dax en France.

Ceux qui l'ont conçu et réalisé ont donné de l'espace en plein air aux 152 résidents. La végétation y est abondante et adaptée. Ils ont voulu procurer la liberté de circulation piétonne et les espaces en plein air comme dans une vraie localité. La seule issue extérieure est surveillée humainement à l'aide d'un sas. Mais les portes des parties communes s'ouvrent automatiquement lors de toute approche, y compris celle de l'ascenseur qui navigue automatiquement entre les deux niveaux.

Ils ont aussi cherché à créer un voisinage par affinités. Les résidents sont répartis et regroupés en fonction d'études issues des sciences humaines selon leur « style de vie » antérieur et leur choix éventuel. Ceci aboutit indirectement à recréer des différences sociales antérieures, un aspect un peu délicat pour moi, l'héritier des sans-culottes.

L'ameublement et la décoration se

rapprochent au maximum de l'habitat normal des occupants, agencé ici en maisonnettes de 6 à 7 personnes. Tout est étudié pour ressembler à la vie quotidienne jusque dans les moindres détails.

Résidents, familles, professionnels et bénévoles bénéficient d'un environnement conçu au plus près de l'image de la vie du pays : places et rues portent un nom habituel, on y trouve entre autres un supermarché, un bar-restaurant, un salon de coiffure et de beauté, un autre de musique, une médiathèque et même un théâtre. Ces facilités sont ouvertes aux citoyens extérieurs. Ce rassemblement en un vaste lieu unique de 14 000 mètres carrés autorise ces commodités autrement inconcevables si les résidents de « De Hogeweyk » étaient dispersés dans des sites distincts et distants.

Les intervenants, quelles que soient leurs professions, sont spécialement informés des pathologies accompagnées. Bien sûr, il y a toujours un revers à la médaille ; par exemple, une telle expérience pilote coûte cher à la collectivité néerlandaise et n'est assurément pas exportable à l'identique.

Pourtant, je suis reparti troublé par cette visite. Il n'existe aucune solution idéale, chacun le sait. Le principe du village hollandais devenu réalité serait-il la moins mauvaise proposition pour des personnes dont le séjour à domicile n'est plus possible ?

Est-il possible d'ignorer « De Hogeweyk » ?

Bernard Pradines
bpradines@aol.com

Pour en savoir plus :

<http://hogeweyk.dementiavillage.com>

CASTRES : COLLECTIF

STOP LINKY

Le Collectif s'est réuni à trois reprises depuis la rentrée afin de préparer une réunion publique d'information et d'actions qui se tiendra à 20 h 30 le **8 novembre**, salle n° 2 du Parc des Expos.

Stéphane Lhomme, bien connu dans les sphères militantes, a été invité pour animer cette soirée et répondre aux questions du public.

En attendant, nous continuons à parcourir les marchés, les fêtes, pour faire signer une **pétition** (voir ci-dessous) adressée aux maires et élus concernés.

Le Collectif

LA PÉTITION

Prochainement, **Enedis** (ex.ErDF) va procéder, chez vous, au remplacement de votre **compteur électrique** existant, par un nouvel équipement appelé "**compteur LINKY**" de type communicant **CPL** (Courant Porteur en Ligne).

Trois impacts principaux vont être constatés sur :

- **L'aspect financier** : augmentation de l'ordre de **20%** sur vos prochaines factures d'électricité.

- **L'aspect sécurité** : risque liés aux incendies, pistage facile de vos données personnelles

et

coups inopinés, intrusion dans l'intimité de vos habitations, atteinte aux libertés individuelles.

- **L'aspect santé** : la technologie **CPL** engendre une injection, dans toute notre installation électrique, des ondes néfastes pour la santé.

Nous signataires, sommes en droit de refuser collectivement l'installation des compteurs **LINKY** sur notre commune et demandons un moratoire sur cette question importante et fortement controversée dans tout le pays.

NOM

PRENOM

ADRESSE

SIGNATURE

LAVOUR ET LA FÊTE FORAINE

Que de bruits pour rien. Le maire de Lavour a voulu interdire la fête foraine sous prétexte de sécurité non assurée pour les participants. Après des blocages et manifestations, le maire cède et la fête peut se passer et cela sans problème. Plusieurs remarques, chaque samedi un marché conséquent se tient sur le même lieu, sans plus

de sécurité. Ce n'est pas devant une levée de boucliers contestataires que l'on autorise une manifestation si elle est vraiment dangereuse. Je crois que bientôt nous allons avoir des élections présidentielles, il ne faudrait donc pas organiser de rassemblement. La peur montée en mayonnaise m'effraie plus que les attentats eux-mêmes.

JB

Le projet autoroutier Castres-Toulouse (PACT ?) : 9 ans que *Confluences 81* a commencé à en parler en donnant la parole aux opposants. Le collectif RN 126 est toujours là. A ses côtés «Pas d'autoroute Castres-Toulouse» (PACT !) pour organiser les actions et le Collectif des maires opposé-es à l'autoroute, que nous présente sa porte-parole Sabine MOUSSON, maire de TEULAT (81). En décembre devrait commencer l'enquête d'Utilité Publique. Devrait... car l'avis de l'Autorité environnementale n'est pas tendre.

R.N. 126

L'initiative des « maires contre l'autoroute » : comment est-elle née ?

Sabine Mousson : Lorsque je me suis présentée, en 2014, c'était avec comme projet, pouvoir agir contre ce projet d'autoroute auquel je suis opposée depuis longtemps. J'ai pris contact avec le Collectif RN 126 qui m'a mis en contact avec d'autres élu.e.s opposé.e.s depuis longtemps à ce projet. Une première réunion a eu lieu en suivant, dès l'été 2014 et nous nous sommes mis au travail. A partir de là, nous avons commencé à demander des rendez-vous en tant que collectif, à faire des communiqués de presse,

en notre nom à tou.te.s., ce n'est pas moi qui fais toute seule !

Les enjeux et perspectives ?

S.M. : La préparation de l'enquête d'Utilité Publique qui devrait démarrer début décembre. Et, en prélude à cette enquête, l'étude alternative suite à la pétition du printemps dernier (qui a regroupé près de 1500 signatures). Cette étude répond à une nécessité : le grand débat public n'a porté que sur la solution autoroutière, laissant de côté les autres possibilités. Nous sommes en train d'œuvrer à rendre possible cette étude avant l'enquête. .

Les enjeux ?



à donner des interviews. Le 3 juillet 2014, nous organisons une première apparition publique au rond point de la rocade de Puylaurens avec environ 120 personnes...

Confluences 81 : Des élu.e.s avec des sensibilités parfois différentes, avec des parcours différents... Ce n'est pas toujours simple, je suppose à harmoniser ?

S.M. : Parmi nous, il y a des opposants de très longue date, des personnes exerçant d'autres responsabilités (Conseillers départementaux, ex-secrétaire d'une fédération du PS par exemple). Lorsque je m'exprime c'est

S.M. : Remettre les pendules à l'heure. Informer : faire connaître les chiffres, susciter la réflexion... Des projections du film *L'intérêt général et moi* (de Sophie METRICH et Julien MILANESI)* sont prévues. Il faudra sans doute mettre en place d'autres événements pour activer la mobilisation...

Entretien réalisé le 19 septembre à TEULAT,

*Le 11 novembre à Puylaurens, le 17 novembre à Teulat, le 16 décembre à Castres - Voir blog *Confluences 81*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'autorité environnementale (Ae), instance chargée de rendre un avis sur l'évaluation de l'impact environnemental des grands projets d'infrastructures, vient de s'exprimer sur l'avant-projet de dossier de l'Enquête Publique concernant le projet Castres Toulouse. L'année 2015 devait servir aux techniciens de la DREAL à « présenter un meilleur projet » par un « travail en finesse » pour limiter l'impact du tracé, sur les terres agricoles notamment. En retoquant le dossier, par ses nombreuses recommandations, l'Autorité environnementale demande en clair à la DREAL de reprendre le dossier en profondeur. La liste de tous les impacts négatifs du projet autoroutier dressée par l'Ae, dans tous les domaines considérés est longue : humain, environnemental, écologique, sanitaire, socioéconomique et agricole. En particulier, elle pointe l'absence de l'étude de l'ASP (Aménagement Sur Place) de la RN126 comme alternative, et l'utilisation de données erronées ou non réalistes dans le calcul trompeusement optimiste du bilan socio-économique de l'autoroute. L'avis de l'Ae conforte donc le collectif RN 126 et le collectif PACT dans leur appréciation. Ce projet est inéquitable socialement et territorialement, peu soucieux des deniers publics et totalement incohérent par rapport à des objectifs de respect de l'environnement et de développement d'une activité locale durable. Elle les conforte surtout dans leur demande d'un aménagement de la RN 126 qui, lui, répondra à l'Intérêt Général et au développement économique du sud du Tarn. Sans le péage évidemment. Lien vers le rapport de l'Autorité environnementale http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/161005_-_Liaison_autoroutiere_Castres_Toulouse_31-81_-_delibere_cle087fdc.pdf

AMNISTIE...

... pour 220 millions d'immigrants blancs

Un Conseil de chefs amérindiens a offert une amnistie partielle à environ 220 millions d'immigrants blancs illégaux vivant aux États-Unis. Le problème « blanc » est au coeur de nombreux débats dans la communauté amérindienne depuis des siècles, et les chefs de la communauté ont décidé que le moment était venu de le traiter correctement.

Lors d'une réunion du Conseil des Peuples Amérindiens à Albuquerque, Nouveau Mexique, les chefs amérindiens ont examiné plusieurs propositions sur l'avenir de l'importante population européenne non autorisée sur ce continent. Les anciens ont finalement décidé de prolonger la durée de la citoyenneté pour les personnes sans antécédents criminels.

« Nous sommes prêts à offrir aux Blancs la possibilité de rester sur ce continent légalement et de demander la citoyenneté », explique le chef Wamsutta du peuple Wampanoag.

« En retour, ils devront payer tous les impôts impayés et rendre les terres volées de nos ancêtres. »

« Cependant, toute personne blanche avec un casier judiciaire, sera renvoyée dans les 90 prochains jours dans sa patrie ancestrale. Rush Limbaugh ira en Allemagne, Justin Bieber partira pour le Canada. »

L'immigration blanche illégale augmente rapidement depuis ces 400 dernières années en provenance des pays européens (France, Espagne, et Angleterre). Ces clandestins ont ravi la terre et colonisé les zones occupées par les indigènes.

Certains défenseurs blancs affirment que les immigrants sont une bénédiction, en faisant valoir qu'ils prennent tous les emplois de bureau ingrats dont les autochtones ne veulent même pas.

« Quel autochtone voudrait d'un salaire pèpère et d'un coin bureau comme comptable, ou un excès de pouvoir en tant que sénateur ou la fortune de l'un des 500 PDG ? »

D'autres ne sont pas si indulgents. « Pourquoi ne pouvons-nous pas simplement renvoyer tous les Blancs en Europe ? » demande Ité Omácau du peuple Lakota. « Ils ne font que ponctionner notre économie de toute façon. Ils sont venus ici pour voler nos ressources parce qu'ils sont trop paresseux pour développer les leurs... Je n'arrive pas à croire qu'ils devront simplement payer une amende. Ils devraient faire la queue comme tout le monde – derrière les Mexicains. »

Merci à Dominique et Gus pour avoir repéré et diffusé ce texte

Source : *Minds*

<http://positivr.fr/indiens-amerique-sans-papiers-blancs/>

LOI SUR L'ASILE



Analyse, observations, critiques de la nouvelle loi sur l'asile du 29 juillet 2015 et conseils pour nous, les accompagnants associatifs des demandeurs d'asile. Retranscription de la conférence de Julien Brel, avocat à Toulouse, spécialiste du droit des étrangers le 12 mars 2016, à Albi.

Le texte intégral est disponible : contact@confluences81.fr

BURKINI : POURQUOI TANT DE BRUIT ?

Vu mon âge, j'ai subi ou vu subir des sanctions sur les modes vestimentaires.

En résumé, une lycéenne renvoyée car elle portait un jean, puis une autre à cause d'une jupe qui laissait entrevoir 10 cm au dessus du genou. Pour ma part à 18 ans j'ai été arrêté en Espagne, étant considéré par les sbires de Franco comme indécent, étant vêtu d'un short et d'un tee-shirt. Mai 68 passant par là, l'étau se desserrait, les plages se remplissaient de tenues avec de moins en moins de tissus... Nous étions très très loin des tenues de 1900. Je croyais, nigaud, que j'en avais terminé avec ces questions. Ma mère était obligée pour aller à l'église de se couvrir la tête, d'autres portaient en plus d'élégantes voilettes; ensuite les prêtres et bonnes sœurs s'habillaient en civil ce qui choquait quelques ouailles rétrogrades. Je pensais que tout vêtement était du domaine du privé. Alors pourquoi tant de bruits autour du burkini. Certains me diront que la femme

dans cet accoutrement montre une soumission à une religion (ce qui est faux) ou aux hommes de sa communauté. Tout vêtement a une signification religieuse ou non, surtout sujette à des interprétations. Ce qui me dérange le plus c'est que les personnes qui trouvent cela scandaleux ne disent



rien sur la tenue des bonnes sœurs, pourtant cet habit nous montre la soumission de ces personnes au culte catholique. Je pense que le monde se porterait mieux si sur la plage, il y avait des burkinis à côté de personnes en tenue de bain, quelle que soit cette tenue ou même son absence.

J.B

à lire

Anarcho-syndicalisme ! : revue de la CNT AIT. Le n° 151 (oct.-nov. 2016) propose des articles sur Molex, Sivens, Air France et la chemise des cadres... contact@cntaitoulouse.lautre.net

Alters Echos : le n° 44 (oct. 2016) est entièrement consacré à la guerre et à la paix. 10 ans de parution que ce journal fêtera le 11 novembre prochain !

ÉCOLE : SIMULATIONS D'ATTAQUES TERRORISTES...

Automne doux et jolie rentrée scolaire. Les cahiers neufs, les livres emplis d'intelligences et les professeurs, les maîtres de classe (à bout de souffle dès le premier jour) à qui nous confions nos petit-e-s. Les allocations rentrées qui sont prestement redistribuées aux supermarchés. L'école pour tous, l'école obligatoire !

Jusqu'au 18ème siècle nos beaux et loyaux officiers soucieux de protéger notre patrie lèvent des armées de petits pions, les premières lignes. Les demandes spontanées pour ces postes sont rares. Les États Majors recrutent vagabonds, miséreux et truands de troquets mal famés en chemins de rases campagnes... Une armée de piétaille pas si facile à discipliner, qui parlent toutes sortes de patois et comprennent mal leurs chefs.

La Prusse vexée de ses défaites face à Napoléon 1^{er} fut bien ingénieuse et bonne stratège ! Voilà le plan de revanche : pour formater des soldats à une obéissance militairement efficace il faut s'y prendre dès le plus jeune âge. Enrôler d'office les petits mâles et conserver à l'abri du foyer en esclaves domestiques pour une rentabilité optimale les ventres des femelles producteurs des bras à travail et porteurs d'armes de demain.

Des petites casernes pour remplir les grandes : l'école obligatoire est instaurée. Les résultats sont spectaculaires. En 1870-1871, les soldats prussiens ont une discipline exemplaire, obéissants à leurs officiers, quels que soient les dangers, ce qui contribue grandement à la déroute de Napoléon III à Sedan. « Waterloo morne plaine ! ».

Autant vous dire que l'idée fit école ! Agacée, la France commence par se calmer les nerfs en massacrant ses Communards particulièrement revendicatifs de désobéissance et à son tour s'organise. École obligatoire pour le bien de tous avec Jules Ferry aux commandes de la

propagande.

« Ouvrez des écoles et vous fermerez des prisons » allez ! Hop, hop, hop tout le monde en rang, tout le monde à la caserne ! De l'instruction pour un bel avenir ! L'école publique laïque, gratuite et obligatoire fondée par Jules Ferry en 1881 prépare la reconquête de l'Alsace-Lorraine. On apprend à lire avec le manuel de lecture « Le tour de France de deux enfants » utilisé par nos petits de 10 à 15 ans dans les écoles publiques de 1881 à 1914. Il raconte l'histoire de deux orphelins lorrains qui parcourent les régions françaises pour éviter de tomber sous le joug des Allemands.

L'école fonctionne sur le modèle de la caserne : une hiérarchie indiscutable, soumission et obéissance prompte de l'élève, les patois sont interdits (y compris la langue des signes). On ne parle que le bon français du chef et surtout on le comprend. Voilà la France régénérée d'une armée de combattants patriotiques prêts à se battre contre ses voisins ou contre ses propres enfants si leur non-obéissance fait d'eux aussi des ennemis.

Un bel élevage avec du rendement et des résultats. Le système de production intensive du capitalisme fait ses preuves dans tous les domaines. Deux guerres mondiales se succèdent avec succès. Un nombre de morts dépassant dans tous les camps des records inégalés autant chez les humains que chez les animaux. La victoire ! On ne change pas une formule qui gagne !

Cette année, bonus à l'école ! L'état offre à nos petits des simulations d'attaques terroristes ! Une version revisitée du manuel « Le tour de France de deux enfants » pour préparer les grands projets militaires de la France ?

Rosalie

HISTORIQUE !

Une nouvelle historique : 2017, l'année de l'interdiction des armes nucléaires ?!

Mercredi 28 septembre, l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Brésil, l'Irlande, le Mexique et le Nigéria ont déposé un projet de résolution à l'Assemblée générale de l'ONU (AGNU) afin d'entamer des négociations pour un traité d'interdiction des armes nucléaires en 2017. Cette résolution historique fait suite à la recommandation émise par un groupe de travail de l'ONU à Genève en août dernier qui avait été adoptée par 107 États.

Le ministre des Affaires étrangères autrichien, Sebastian Kurz, avait annoncé qu'il présenterait ce projet de résolution lors d'un discours à l'ONU une semaine auparavant : « le passé montre que la première étape pour éliminer les armes de destruction massive est de les interdire grâce à des normes juridiquement contraignantes. » Ce lundi 3 octobre marque l'ouverture de la Première Com-

mission de l'AGNU, qui traite des questions de désarmement. Pendant un mois, seront étudiés et négociés tous les projets déposés par différents États, dont cette résolution intitulée « Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire ».

Les armes nucléaires sont les seules armes de destruction massive à ne pas encore être interdites. Ce projet de résolution, qui sera soumis au vote à la fin du mois d'octobre, apporte une solution concrète pour mettre un terme à cette situation. Nous tenons à vous remercier, nous n'avons jamais été si près du but et cela n'aurait pas été possible sans votre engagement et votre soutien.

**INFO transmise par l'ICAN
(Campagne Internationale pour abolir les Armes
Nucléaires)**



Bien sûr, c'est maintenant ! Enfin, bientôt ! Enfin, peut-être !

En attendant - mais faut-il attendre ? - que fait-on ? On signe des pétitions ? On se fait une belle manif, bien bruyante, bien joyeuse, bien colorée ? On attend le prochain scrutin pour déposer notre crotte de nez dans l'urne ? Ou plutôt une petite réunion publique, suivie d'un bon gros débat où l'on refait le monde ? Précédée d'une distribution de tracts et d'un affichage «massif» comme dans le bon vieux temps ? Ou bien encore, on s'impose sur le Net à coups de blogs, de facebook, twitter et autres moyens «modernes», de préférence à un journal préhistorique comme *Confluences 81* ? Commencer à expérimenter dès aujourd'hui la société de demain (SCOP par exemple) ? Faut vraiment être pessimiste pour affirmer que tout est foutu ! Cela dit, peut-être faudra-t-il choisir dans cette panoplie, voire inventer d'autres leviers ?

La rédaction

VIVE LA PÉTITION !

PÉTITIONS CITOYENNES

- 1 C.DE HAAS (loi-travail)
- 2 J.SAUVAGE (pétition féministe)
- 3 Le mégaphone de l'opinion (la pétition sur la composition du tampax)
- 4 T.VEDEL (la pétition numérique n'est pas représentative de l'ensemble des citoyens)
- 5 E.MOROZOF (un engagement du bout des doigts souvent à fleur de peau)
- 6 D.CARDON (mais nouvel outil du débat social)
- 7 M.EL KOMRY (et les politiques réagissent vivement)
- 8 K. PLASSARD (les Français s'intéressent toujours à la politique)
- 9 B.THIEULIN (la pétition en ligne c'est une façon pour la société civile de reprendre la main)

Un simple clic a-t-il valeur d'acte politique ?

Le succès de la mise en ligne de la pétition contre la loi EK KOMRI tout comme le soutien apporté à J. SAUVAGE pourrait le laisser croire. Cette nouvelle forme d'engagement a le vent en poupe grâce à la vitalité d'internet ; il serait présomptueux cependant d'accorder à cette mise en ligne une valeur qu'elle n'a pas : depuis 2012 à peine 0,3% des pétitions (environ) ont atteint les 100.000 signatures ; et encore faut-il signaler que leurs signataires sont souvent déjà des «militants» de la «cause» proposée ; et leurs initiateurs des associations ou même des partis politiques !

Comment expliquer alors le succès obtenu par la pétition sur la composition des tampax ? En réalité c'est un phénomène peu représentatif de l'opinion publique : tous les internautes n'utilisent pas les réseaux sociaux loin s'en faut ; et 20% de la population n'accèdent pas à internet ! De plus l'activisme «par clic» ne saurait impliquer le même engagement que la signature sur papier mûrement réfléchi ; il s'agit plutôt d'une réaction épidémique : un bijoutier à Nice exécute d'une balle dans le dos l'individu qui venait de braquer son échoppe ; une pétition de soutien mise en ligne obtint un succès inouï.

Même si la pétition en ligne n'est qu'un petit aspect de l'expression citoyenne elle est cependant une nouvelle composante du débat social ; mais elle ne reflète pas pour autant l'opinion de la majorité comme l'a prouvé le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse en septembre 2014 bien différent de ce qui était annoncé sur le web. En fait la multitude de «clic» fait descendre

le débat dans la rue ce que redoutent les politiques qui s'empressent d'y répondre par le même moyen. Il faut en France qu'une pétition recueille plus de 500.000 signatures pour être examinée de façon aléatoire par le conseil économique !

Dans certains pays comme l'Angleterre ou les USA le seuil est beaucoup plus bas ; mais les mécanismes du débat démocratique sont tellement complexes que ces simples «clic» ne peuvent modifier de façon profonde le cours de la politique. Par contre ils ont

un impact plus certain sur les pratiques commerciales.

résumé de l'article de C. VINCENT (le Monde 2/04/2016)

LE DESSIN DE N' MARC

LES PÉTITIONS PAS SOUVENT EFFICACES



A LIRE

Un dossier de 6 pages dans *Fakir* n° 77 (septembre-octobre 2016) sur la ligne Macron (jusqu'à sa « démission ») illustrée par son silence aux sollicitations de salariés de l'entreprise ECOPLA (plats en aluminium) : ils présentent un solide projet de reprise en SCOP. Glissé à la fin de l'article, ce conseil de François Ruffin aux salariés d'ECOPLA : « Tant que vous distribuez des tracts sur le marché de Pontcharra, tant que vous collez des affiches dans vos montagnes, ils s'en foutent. Il faut que vous alliez les faire chier sous leurs fenêtres. »

AH, LE CHANGEMENT !

À QUOI PEUT BIEN SERVIR UNE MANIF ?

Chez eux et chez nous

Lors des défilés, nous sommes chez eux dans un parcours autorisé, sécurisé, cerné. Chez nous, barricadés, sur une place, dans une rue, dans un bâtiment, il en est autrement : c'est pour ça qu'ils envoient le raid quand un toit ou un lieu est pris (cf Maison du Peuple à Rennes), car ça peut devenir un point gardé, une commune, un fort insurgé plus difficile à reprendre. Pour que ça devienne chez nous partout, on doit occuper, ZADer le territoire. Quitte à en partir rapidement, ou y rester un peu (ZAT), ou en faire un lieu de lutte centrale (ZAD), mais occuper tous azimuts, et reprendre parcelles après parcelles, dans les champs comme dans les villes. Autour de la Place de la République, il doit bien y avoir tout un paquet de bâtiments à squatter. Et des terres, y'en a partout !

Créer des lieux de pouvoir : ZAD partout

Prendre un lieu, c'est créer un lieu de pouvoir. Si nous manifestons dans une rue de 14h à 17h ça passe. Une

place le soir ça passe. Mais les lieux de pouvoir sont tellement protégés qu'en cas de débordements, l'armée pourrait y intervenir. Créer un lieu de pouvoir, c'est inverser les rôles : au lieu de les attaquer, on en crée des nouveaux. En manif, on est offensifs mais ce que l'on défend, c'est nous-mêmes, nos corps. On les protège contre les balles, les gaz, les grenades. Occuper un lieu, c'est le défendre, le tenir, le renforcer. Ce lieu pris, les autorités voudront à tout prix le reconquérir et nous aurons alors gagné un endroit autour duquel peut se cristalliser des luttes. Si nous le perdons, nous n'aurons rien perdu car ce lieu créé à partir de rien, sera une victoire. Cette lutte est à l'image de la lutte face au système global : il nous faut d'un côté le battre par l'affrontement direct, et aussi, l'affronter par l'alternative, en créant notre monde, indépendant.

NoBiribi

Extrait de *Gazette Debout* (14 sept 2016)

TU VIENS À LA MANIF ?

Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Nous le savons bien ! Les tracts, les meetings ne convainquent ou ne font réfléchir que celles et ceux qui ont fait un bout de chemin et qui trouvent dans ces paroles ou ces écrits confirmation

de leur pensée ou éléments pour la renforcer... Les manifestations de rue ne rassemblent plus que des personnes hyper-convaincues... Autant de propos qu'il est de bon ton de tenir. Ajoutons-y une pincée de «ça ne sert (plus) à rien ! La preuve ? Pour les retraites, «ils» n'ont pas cédé !» et nous aurons le tableau qu'il est de bon ton d'entendre et de répandre autour de nous. Puisque cela ne touche que les convaincu.e.s, à quoi

bon continuer ? Pour démoraliser, rien de mieux que ce type de discours ! Et, dans ce temps défait, éclaté que nous traversons, cela fait son effet. Ajoutons à cela un manque patent de «culture des luttes» et le berceau du fatalisme est dressé. On nous dit que, si nous voulons vivre avec notre temps, plus besoin de distribuer des tracts, un simple appel sur Facebook est dix fois plus efficace pour relayer un appel. Certains ajoutent même que «Grâce à internet, à quoi bon manifester dans la rue : signer une pétition est plus mobilisateur !» Je veux bien prendre acte de tout cela. Je peux même l'entendre. Mais je reste, malgré tout, fervent partisan de «l'occupation de l'espace public». Voilà bien longtemps que pour manifester leur inquiétude, leur désapprobation, pour faire entendre leurs propositions ou leurs revendications, en silence ou bruyam-



ment, de manière pacifique ou en cassant les symboles de leurs désaccords, les femmes et les hommes se regroupent dans les rues et sur les places et avancent vers les lieux des pouvoirs. Insurrectionnels ou simplement festifs, géants ou

confidentiels, notre histoire, comme celle du mouvement ouvrier est ponctuée de multiples moments de manifestations de rue, de meetings et de rassemblements. Vous dirais-je que je suis «fan» des manifs ? Que j'aime l'ambiance qui les précède, les tracts à distribuer, les communiqués à rédiger, les drapeaux, pancartes et banderoles à préparer. . Que j'aime y retrouver mes camarades

de syndicat ou de parti, y rencontrer les connaissances faites au cours des luttes mais aussi de nouvelles personnes. Vous dirais-je que j'aime moins le côté «traine-savates» qui préside à beaucoup d'entre-elles et la musique tonitruante qui y remplace le plus souvent les slogans et les chants en lien avec l'objet de la manifestation. Et que, si nous y sommes peu nombreux, je me demande tout d'abord «qu'est-ce qui a manqué à notre mobilisation d'avant manif pour ne pas avoir réussi à convaincre davantage ?» Pour moi, il s'agit là d'un marqueur important de l'état la mobilisation de la population. Il est vrai que, actuellement, les indicateurs ne sont pas au beau fixe : les mobilisations sont faibles au cours des manifs. Pour inverser la tendance, tu viens à la prochaine manif ?

Jean FAUCHÉ

DÉMOCRATIE «ÉLECTORALE»

Le béotien et le philosophe discutent de démocratie

- Mais au fait c'est quoi la démocratie ?
- Hum ça veut dire que c'est le peuple qui gouverne, par opposition à aristocratie ou théocratie.
- Ah bon mais alors comment le peuple gouverne-t-il ?
- Hum hum, il y a des élections et le peuple désigne ses délégués, ses représentants dans des assemblées chargées de faire les lois et de les appliquer.
- Ok, donc les représentants du peuple ont des mandats, des consignes et des directives sur les lois qu'ils doivent élaborer.
- Euh en fait non, les délégués ont des opinions, assez floues à vrai dire, mais surtout ils appartiennent à un parti qui, à défaut de programme, a une image.
- D'accord et donc les partis sont très proches des citoyens.
- Non, non, les partis sont, seulement, au service de quelques chefs de file. En fait, les élus ne tiennent pas compte des lignes de leur parti et sont assez peu présents dans les assemblées, principalement parce qu'il ne s'y passe pas grand-chose, puisque tout est discuté en petites commissions.
- Ah bon, mais alors ces commissions sont en contact direct avec le peuple.
- En fait, non pas du tout, ces commissions font seulement ce que demande le gouvernement mais n'ont aucun contact avec le peuple.
- Et donc le gouvernement, lui, quand même, est en contact avec le peuple.
- Non une fois de plus, pas du tout, le gouvernement est censé être responsable devant les assemblées, mais par le jeu des partis et des majorités, il fait voter uniquement ce qui lui convient.
- Hou la ! Hou la ! mais le gouvernement prend bien les avis et les opinions du peuple quand même ?

- Hélas pas du tout, le gouvernement prend seulement l'avis des grands décideurs qui sont les banques, les entreprises et les possédants.
- Attendez, là je ne m'y retrouve pas, on dirait que ce que vous appelez la démocratie n'est en fait pas du tout le gouvernement du peuple.
- Euh oui, c'est exact, ce que nous appelons la démocratie, c'est le gouvernement des entreprises et des financiers.
- Mais alors comment le peuple réagit à ça, en particulier quand quelque chose ne lui plaît pas ?
- Hum le peuple fait des manifestations qui ne gênent que lui-même et qui ne servent à rien. Comme c'est un comportement assez masochiste, en fait plus personne ne manifeste à part les militants de quelques partis moyenâgeux et certains bourgeois très jeunes. Depuis longtemps, le peuple a baissé les bras et accepté de ne pas faire les lois.
- Mais il y a les élections quand même.
- Bien sûr les élections sont très médiatisées et paraissent libres, mais pour être élu il faut appartenir à un parti et être soutenu par les médias. Seulement, les partis ne sont pas au service du peuple mais du gouvernement qui, je vous l'ai dit, est au service des riches.
- Mais alors à quoi servent les élections ?
- A rien, elles sont maintenues parce que c'est ça qui permet de faire croire qu'il y a démocratie.
- Mais, dites-moi, dans ces conditions le peuple se fait avoir en votant. Il ferait mieux de ne pas voter.
- Oui tout à fait, cette prise de conscience est assez récente, mais elle se développe.
- Oups alors comment revenir à la démocratie ?
- Je vous propose d'en parler une autre fois.
- D'accord, merci et à la prochaine.

Michel Costadau

LU SUR LE BLOG DE CARMAUX INFO, cet extrait d'entretien avec Maud Forgeot : "j'entends le désespoir de ceux qui se détournent des urnes car ils constatent notre impuissance politique, jusqu'à aujourd'hui, de notre bulletin de vote. J'entends aussi ceux qui pensent que l'homme doit évoluer dans un milieu local et autonome et se détourner des urnes qui ne lui apporteront jamais rien car ils ne veulent pas de représentants. Je n'oppose pas le "plus d'autonomie" à une politique publique égalitaire. Les deux pourraient co-exister. Et je ne me résigne pas à abandonner les millions de gens qui vivent dans la précarité, et ceux qui seront victimes bientôt des drames écologiques. J'utilise le droit de vote qui est un choix non violent. Le vote permet de dire dans quelle société nous voulons vivre. Je ne nie pas que la faiblesse des humains est toujours possible. Mais nous pouvons en limiter les effets et les conséquences. Il faut donc s'efforcer d'écrire une constitution qui exigera des élu-

e-s, et je dis bien « **exiger** » des élu-e-s qu'ils respectent leurs engagements électoraux. Cela implique qu'il faut donner les moyens à une révocabilité de ces élu-e-s en cas de manquement. Il faut aussi faire en sorte que la politique ne soit plus un métier et que chacun, quelque soit son niveau social, ses origines puisse y faire un passage. Les élus doivent être représentatifs de notre société. C'est une des conditions pour apprendre à vivre ensemble et redécouvrir l'empathie qui manque dans notre société. L'indifférence n'a jamais été ma tasse de thé. Dans cette période où les masques sont tombés, notamment avec la loi travail et la déchéance de nationalité, ne comptez pas sur moi pour laisser les puissants se débrouiller entre eux. Mme Bettencourt ira voter, elle ; Mr Cahuzac également, ainsi que beaucoup d'autres qui ont tout intérêt à ce que la politique de l'ordre établi perdure !

Recueilli à Carmaux, le 8 septembre 2016

AH, LE CHANGEMENT !

EXPÉRIMENTER

Quantité de personnes partagent ce constat : cette société n'est plus vivable. Ni amendable.

Question : comment la changer de fond en comble ? Balèze, non ? D'emblée je me dis : «la question est de taille et moi je ne le suis pas...» Évidemment, pas de solution miracle, ça se saurait !

Une vieille piste au goût du jour

Je pense alors à une piste déjà tracée depuis des lustres par des pionniers valeureux : l'expérimentation économique, sociale et politique. Les coopératives de production, les SCP et autres SCIC semblent de nos jours susciter un regain d'intérêt chez les travailleurs/travailleuses dont les boîtes sont menacées de fermeture, avec licenciements à la clé. Pas de repreneur ? Alors on se lance, pour sauver ce qui peut encore l'être. Pour d'autres, c'est le moment de prendre ses affaires en mains, de préfigurer concrètement la société autogestionnaire à laquelle on aspire.

Tous les domaines de l'activité et de la vie humaines peuvent servir de socle à ces expérimentations : la finance avec son cortège de monnaies locales et/ou complémentaires, de prêts bancaires «citoyens», d'investissements à l'échelle locale, là où est la vraie vie. L'agriculture bio, de proximité, en relation avec les consomm'acteurs, comme c'est le cas dans les AMAP. Les regroupements en coopératives d'achat, comme «La Chouette Coop» à Toulouse dont nous avons déjà parlé dans ces colonnes.

La liste est longue des entreprises de ce style ; non loin de chez nous il y en a une qui démarre une nouvelle façon de fonctionner. Tiens, à Castres, le 6 octobre dernier, **La Dépêche du Midi** relève : «*C'est sous la forme d'une coopérative Scop que des salariés du tissage Clarenson à Castres viennent de reprendre leur usine. Une équipe soudée et dynamique entend bien pérenniser le tissu haut de gamme «Made in France».*

Neuf des treize employés se sont lancés dans l'aventure et

COMMENT MILITER AUJOURD'HUI

J'avoue, je ne sais pas quelles sont les stratégies les plus pertinentes. Par contre je sais pourquoi je milite depuis près de 25 ans et pourquoi je continuerai à militer : pour pouvoir me regarder en face. Pour pouvoir continuer à vivre dignement, debout. Sans remettre aux autres le pouvoir d'agir à ma place. Il m'est impossible d'envisager de me morfondre plaintivement, de geindre mon indignation sans prendre ma part d'efforts à réaliser pour changer l'inacceptable.

Je poursuivrai mon militantisme polymorphe. Diffusion d'informations, rédaction d'articles, écriture de textes, de poèmes, de chansons, organisation d'événements, participation à des débats, manifestations, occupation de squats et de Zones à Défendre, solidarité avec les personnes réfugiées, grèves, animation d'émissions radio, de stands, destruction de palombières, signatures de pétitions, affrontements physiques avec des fascistes...

Mato Witko

ont su convaincre le tribunal de leur laisser les clefs de la boutique. Les tissus sont élaborés dans l'usine castraise pour de belles marques situées à l'étranger pour l'essentiel dont certaines sont reconnues mondialement : Balmain (France), Armani (Italie), Alexander Wang (New York). 80% du chiffre d'affaires de la société Clarenson en effet est dédié à l'export.».

Dialogue

- Oui, me disent les militants «de la vieille gauche»*, mais ces expérimentations ne mènent à rien ! Il faut d'abord abattre le capitalisme !

- Certes ! Par les urnes ou par les armes ?

- Par les urnes, dit l'un.

- Par les armes, dit l'autre.

- Et au matin du grand soir, le monde sera changé ? Historiquement...

- Du passé faisons table rase, me répondent-ils en chœur.

C'est pas le moment de déprimer !

En fait, je ne suis pas sûre que la multiplication des expérimentations dans tous les domaines aboutisse nécessairement à un changement de société...

Pour éviter la déprime, je pense qu'il serait mieux de cultiver mon jardin !

Mais c'est tellement enthousiasmant de décider soi-même comment on change le monde et de se retrousser les manches pour défricher les premiers mètres du chemin, sachant que derrière soi, il y en a d'autres qui vont prendre le relais, pour le consolider et l'élargir.

Je sais : le déchaînement médiatique, en cette période de turbulences présidentielles, va tout mettre en oeuvre pour que, l'âme en paix, je fasse semblant de croire que mon bulletin de vote va modifier un petit peu le «système».

Semblant seulement...

Candida ROUET

* celle qui n'existe plus ?

ABSTENTION

Modifier directement les institutions demande une phase révolutionnaire violente qui n'est pas souhaitable. Il faut donc agir sur les élus. La stratégie que je propose est de ne plus faire confiance aux élus qui nous promettent toujours des changements qui n'arrivent jamais, mais d'inverser le rapport de force en arrêtant de voter dès le premier tour, puisque par ce vote nous faisons que les blocages continuent. Dès qu'au moins une des réformes indispensables sera institutionnalisée : scrutin proportionnel, ou non cumul des mandats, ou non rééligibilité, ou président responsable devant le parlement, alors nous recommencerons à voter.

C'est donc au premier tour de la présidentielle de 2017 que je préconise de ne pas aller voter. L'objectif, ambitieux comme il se doit, est de faire qu'il y ait moins de votants que d'absentionnistes. Bien sûr, comme il s'agit d'une proposition, cela se **discute**.

Michel Costadau
(16 sept. 2016)

Confluences 81

LES ROBOTS RÊVENT-ILS DE MOUTONS ÉLECTRIQUES ?

La population agricole des régions administrées par l'état français est passée de 2 millions de personnes dans les années soixante à environ 300 000 aujourd'hui. Si le nombre d'installations de nouveaux agriculteurs de ces prochaines années reste le même que celui des années passées, malgré quelques gesticulations ministérielles et des jérémiades syndicales, il ne restera plus que 80 000 « exploitants » agricoles dans 10 ans.

Il ne s'agit pas d'un exode, mais d'une extinction de la paysannerie.



A quelques exceptions près, le maintien des petites et moyennes fermes n'est possible qu'avec des subventions, qui sont sur le point de cesser ou de s'orienter ailleurs, et qui incitent in fine à s'agrandir en bouffant les voisins. Quelle naïveté de croire que les primes seront de plus en plus attribuées à ceux qui respectent l'environnement ! Les seuls respectables sont ceux qui se plient à des déclarations de plus en plus intrusives, permises par les technologies d'internet, des portables, des ordinateurs (du très écologique...), ceux qui intègrent les logiques industrielles d'optimisation, rationalisation, traçabilité, sécurité, marketing.

Celui qui ne se vit pas comme exploitant mais comme un paysan, essayant d'être attentif à la nature qui l'entoure, doit se rendre schizophrène ou devenir marginal.. Puis finir par laisser les terres qu'il occupe aux agro-industriels, intensifs,

PETIT LE FOLL

Un jour, il y a au moins trois ans, monsieur Le Foll, ministre de l'Agriculture, avait eu du courage : il avait décidé de sur-primier les 52 premiers hectares afin de favoriser les petits paysans, contre l'avis de la FNSEA. Un jour, monsieur Le Foll, ministre de l'Agriculture, avait eu du courage : il avait décidé de relever le plancher de droit à prime pour les vaches allaitantes de trois à dix vaches, contre l'avis de la FNSEA qui voulait trente vaches, voire plus ! A cause de ces graves péchés « antiéconomiques », la FNSEA n'aimait pas son ministre malgré toutes les autres concessions de celui-ci en matière de productivisme.

Pauvre Le Foll était bien malheureux de n'être pas aimé ! Survint une saison calamiteuse pour les céréaliers Français : froid, intempéries, inondations, dans un contexte de surproduction mondiale, donc d'effondrement des cours.

bio, ou bio intensifs.

Nous sommes à peu près dans la situation d'une famille à revenus modestes qui loue un appartement mais dont les revenus ne permettent que de se nourrir et de s'habiller. Les allocations assurent le paiement du loyer, mais que faire quand elles s'arrêtent ou qu'on n'y a plus droit ? Se replier dans une yourte ? Et où ? Pourquoi ne pas essayer de partager cette habitation avec d'autres ? Pourquoi pas les terres aussi ?

Doit-on attendre l'éradication du dernier paysan pour réagir ? Alors même que de plus en plus de gens sont convaincus que c'est une nécessité vitale d'être nombreux à se consacrer à l'agriculture, très peu font le pas.

Il nous semble très important que, dès maintenant, des personnes qui envisagent de subvenir à leur alimentation ou de produire quelque chose de la terre viennent commencer à la cultiver et à élever des animaux. Ce n'est guère plus compliqué que la cuisine, mais il vaut mieux avoir le temps d'essayer les recettes.

Organisons-nous, ce sera moins difficile de garder nos terres que de les reprendre une fois perdues, lorsque le gros exploitant du coin se sera encore étalé dessus.

Si nous n'occupons pas la place, nous laissons le champ libre aux nouvelles féodalités.

Article paru dans le bulletin n°3 (été 2016)

de Faut pas pucer.

Contact : fautpaspucer@laposte.net

QUELQUES CHIFFRES

La taille moyenne des exploitations en France est de 52 hectares et près de 75% des exploitations font moins de 100 hectares (262 739 exploitations). Sur les 99 276 exploitations en grandes cultures, 50% font moins de 50 hectares, 23% entre 50 et 100 hectares et 27% plus de 100 hectares.

S'il est certain qu'une partie des (petits et moyens ?) producteurs ont besoin d'aide passagère, la plupart se sont plutôt enrichis depuis de nombreuses années et peuvent se passer d'aide.

Le ministre décida donc de mesures en faveur de **tous** les céréaliers.

Et Petit Le Foll en profita pour supprimer l'aide aux 52 premiers hectares !

Depuis qu'elle existe, la FNSEA et les céréaliers ont toujours piloté la politique agricole. Les politiques de droite adhèrent à leurs idées productivistes. Ceux « de gauche » avaient une peur bleue des agriculteurs en colère, de leur capacité de nuisance et de mobilisation. Le pouvoir « socialiste » s'aligne sur les idées de droite.

Alain H.

ÉTÉ 2016 : DES JOURNÉES CONSACRÉES AUX ANIMAUX

Tandis que certaines personnes pensent avant tout à leur confort personnel et à profiter de leurs vacances, sans doute bien méritées, d'autres consacrent quelques journées de leur été à manifester leur colère, leur tristesse, leur indignation vis-à-vis du sort que la majorité des êtres humains réserve aux autres animaux (et à d'autres humains aussi d'ailleurs). On me rétorquera sans doute que « chacun-e fait ce qu'il/elle veut ». Sauf que cette liberté exclut de fait les 3 millions d'animaux abattus chaque jour en France, les milliards de poissons, crustacés, mollusques... enlevés des mers, rivières, lacs pour terminer sur des étals, ou sous vide, ou en plats cuisinés, en croquettes pour chats ou boulettes pour chiens... Ou pire... finir dans les poubelles. Tués, sous prétexte de nourrir des êtres humains sûrs de leurs bons droits pour finir comme un déchet... Comme une ampoule usagée, une bouteille vide, un sac plastique, une peau de banane... Désacralisation outrancière de la vie et de la mort. Cet été 2016, comme la plupart des étés

depuis quelques années maintenant, des milliers de personnes, en France, mais ailleurs aussi, ont participé à des événements pour tenter d'enrayer l'indifférence et la cruauté faites aux animaux non humains. Après la diffusion d'images filmées dans des abattoirs français, notamment par l'association L214, plusieurs rassemblements furent mis en place pour réclamer clairement la fermeture des abattoirs. Certaines personnes pensaient alors que nous réclamions la généralisation de l'abattage rituel, de type « halal » ou « kascher », pour mettre un terme aux souffrances endurées par les animaux maltraités dans les abattoirs. Que l'on me comprenne bien : il n'y a pas de mise à mort acceptable. Bien qu'on puisse imaginer que ce soit encore pire lorsque l'individu, encore conscient, meurt en se vidant de son sang. Un meurtre rituel ou traditionnel, n'a pas plus de vertu qu'une série de meurtres menée à la cadence industrielle. Les actions contre les abattoirs mènent inexorablement à une réflexion sur l'élevage. Si nous décidons,

collectivement, de ne plus abattre d'animaux, alors, pourquoi, dans quelle optique, continuer à les élever dans des exploitations agricoles ? Question qui mérite d'être posée et débattue, d'autant qu'elle nous met en opposition frontale avec des éleveurs, des éleveuses, qui sont souvent mes alliés sur d'autres fronts politiques (protection des terres agricoles, défense de la qualité de l'eau, opposition aux OGM et aux pesticides...). D'ailleurs, nous nous retrouvons avec eux/elles contre les projets de fermes « aux 1000 vaches », « aux mille veaux », « aux 1000 truies »... Non parce que nous voulons favoriser des exploitations de petite taille, mais parce que nous avons conscience que l'industrialisation de l'élevage apporte encore plus de souffrances et de risques sanitaires pour les animaux concernés. D'autres actions ont été menées dans l'été : des manif pour mettre un terme aux corridas et pour libérer les animaux exploités et avilis dans les cirques. Mais j'en parlerai une autre fois !

Patrice K

DU CASTOR AU DESSERT ?

Vous pensiez manger du bœuf, vous mangiez du cheval. Vous pensiez boire du sirop de fraise, c'était du jus de castor !

Lors d'une soirée chez des amis végans, la conversation tourne vite autour de la complication de manger dans l'ordinaire collectif où la protéine animale est partout ! Comment manger et boire ? Des bières aux ferments lactiques, du vin collé au blanc d'oeufs sans l'obligation de le signaler dans la liste des ingrédients ! Et des sirops de fraise contenant de la « Castor oil » ?! De l'huile de castor ? Mes yeux s'ouvrent comme ceux du hibou ! Mais non, la « castor oil » est le nom anglais de l'huile de ricin ! Tout va bien. Moi aussi je l'avais repérée dans les produits cosmétiques et j'avais eu un choc. J'avais imaginé une meule infernale tournant sur une autre pour écraser de pauvres castors et en faire de l'huile première pression à froid ! T'inquiète, l'huile de ricin c'est un super produit naturel bien végétal et bon « pour tout ».

- Ouf !

Ceci dit, en rentrant à la maison l'info démentie me turlupine. « On met de l'huile de ricin très nourrissante dans les cosmétiques pour la peau, pour les cheveux. Elle est aussi très épaisse et très grasse, on s'en servait autrefois dans les moteurs de motos et de camions. Fort visqueuse elle a longtemps été un remède de grand-mère contre la constipation mais à utiliser avec parcimonie. Alors dans le sirop de fraise faudrait faire attention quand même. ». Je vais donc consulter cette boîte bleue Internet qui sait tout et le contraire aussi. Je cherche la composition des sirops de fraise suspects... J'ai trouvé ! L'ami avait raison. Ce n'était pas « castor oil » comme j'avais affirmé bien sûr de moi mais « castoréum » C'est à dire une sécrétion des glandes anales du castor ! Le terme a changé. En effet l'huile de ricin dans les cosmétiques a remplacé ce qui s'appelle maintenant le castoréum mais a gardé cette appellation « castor oil » (ah, moi et l'anglais !). Ce fameux castoréum est toujours utilisé dans l'alimentation industrielle : il est

extrait des glandes périnéales séchées du castor. C'est une sécrétion jaunâtre qui se combine avec l'urine ; le castor l'utilise lors du marquage de territoire. Très parfumé, il est utilisé comme additif alimentaire généralement répertorié « arôme naturel » et évalué « sain » dans le Codex Alimentarius (liste des ingrédients alimentaires homologués). On peut en retrouver même dans des produits labellisés AB. Le castoréum peut être issu de castors sauvages ou élevés en cage. La substance est assez chère et est utilisée aussi bien dans les parfums que dans les aliments. On le trouve particulièrement dans les sirops et desserts parfumés aux « arômes naturels » fraise, framboise et vanille !

Gloups !

Vite j'ai rappelé le copain pour faire mon mea culpa.

Comme nous, nos enfants ont le droit de savoir ce qu'ils consomment. Les castors ont-ils leur place dans la « chaîne alimentaire industrielle » de nos desserts ?

Rosalie L

ENSEMBLE ! : UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Pendant 4 jours à Guidel Plage en Bretagne.

Nous étions plus de 450 participant-es, tous les âges étaient représentés.

Un panel d'intervenant-es invité-es important sur des thèmes variés en phase avec l'actualité, mais aussi avec une réflexion plus stratégique, des forums qui ont fait le plein comme celui sur l'Europe confrontée au Brexit avec des représentants de Die Linke, de Podemos, de DiEM25, des trois composantes du Front de Gauche : Parti de Gauche, Parti Communiste et Ensemble ! Outre les ateliers, les forums, c'est l'occasion de nombreuses rencontres et retrouvailles. La soirée Cinéma avec le film « La sociale » sur l'histoire de la Sécurité sociale a fait un tabac !

Le théâtre, la littérature, une librairie, des auteurs comme Bernard Ravenel,

des revues comme Inprecor ou Contre Temps, des stands divers, étaient de la partie...

Le débat est partout, l'échange d'informations, très utiles pour préparer la rentrée sociale et politique, le nombre des ateliers nous a obligé à des choix cornéliens. Ce qui m'a marqué c'est l'échange sur les coopératives dans l'économie, sujet déjà abordé dans notre département mais avec l'appui de texte de Jean Jaurès sur son cheminement sur la question de ce mode de production. Il serait impossible ici de faire un compte rendu de toutes ces activités.

Nous sommes repartis « boostés » ce qui n'est pas rien par les temps qui courent.

A l'année prochaine, dernière semaine d'août 2017 !

J.B

LE DESSIN D'ALAIN GUILLEMOT



ENTARTAGE

Celui de Thierry Carcenac le 3 août dernier lors de l'inauguration du Festival du Rire à Vaour. Les élus locaux et les organisateurs se lamentent (le Festival est subventionné par le Conseil Général). Silence des médias locaux ? Ce n'était pas drôle ?

« Il faut chasser la bête parce qu'elle rend bêtes ceux qui la rencontrent ».

(B. Brecht)

ALTERNATIVES & AUTOGESTION

EN DESSINS



UNE AUTRE FAÇON DE FAIRE DE LA POLITIQUE :

DIS MAMAN, C'EST QUOI, ALTERNATIVES ET AUTOGESTION ?

[HTTP://ALTERNATIFS81.FR/?P=18044](http://alternatifs81.fr/?p=18044)



VOTRE AGENDA

3 ou 7 ou 8 ou 9 novembre

Réunion publique du Collectif Stop Linky Castres, Parc des Expos ou salle Louisa Paulin à 20 h. A confirmer : voir sur le blog.

9 novembre

Coordination départementale de A&A 81 à Lautrec (20h).

14 novembre

Comité de rédaction de *Confluences* 81 à Castres (20h). Salle 102 de la M.A.S.

Blog : <http://alternatives-et-autogestion.org/>

Contact : 81@alternatives-et-autogestion.org

GEORGES SÉGUY

Une fois de plus je me dois de présenter des excuses aux lecteurs de mes «bafouilles» : il était prévu d'évoquer tel ou tel aspect de la IV^e république. Or le décès de G. SEGUY nous amène à honorer sa mémoire, tout comme nous l'avons fait pour M. ROCARD dans le numéro précédent...

Avant les «événements» de mai 68, G. SEGUY est peu connu en dehors des milieux syndicaux : le grand public l'a vu à la tête des manifestations du 1^{er} mai quelques jours avant le début des grandes révoltes estudiantines et de la grève générale. On savait que depuis le 16 juin 1967 il était secrétaire général de la CGT à la place de B. FRACHON ; ce sont les grandes grèves à partir du 17 mai qui le propulsent au devant de la scène : il conduit la délégation CGT lors des «accords» de Grenelle les 25 et 26 mai. En fait la CGT et les autres syndicats sont complètement déboussolés : alors que les étudiants et une partie des travailleurs pensent vivre un épisode prérévolutionnaire avec à la clef un changement de régime, les exigences syndicales restent revendicatives : augmentations importantes de salaire, abrogation des «ordonnances sociales» etc...

G. SEGUY redoute surtout une collusion entre les travailleurs et les étudiants «gauchistes» ; n'a-t-il pas dit en parlant de COHN-BENDIT : «qui c'est celui-là» ? La délégation gouvernementale emmenée par le premier ministre G. POMPIDOU, J.-M. JEANNENEY, ministre des affaires sociales, et par le secrétaire à l'emploi J. CHIRAC restera étonnée devant des revendications aussi minimalistes ! Malgré une forte augmentation du Smig et dans une

moindre mesure des autres salaires, malgré une augmentation du pouvoir syndical dans les entreprises, le travail ne reprend pas ; SEGUY essaie de convaincre à plusieurs reprises les «cégétistes» mais cela débouche sur des situations cocasses comme à Renault-Billancourt où quoi qu'il ait pu en dire après-coup, il se fait copieusement huer par la base le 27 mai ! En fait la CGT suit une ligne réformiste tout comme le PCF. Son nouveau secrétaire général ne se sentait pas capable peut-être de prendre ses distances par crainte de ne plus contrôler sa base ; la CFDT a su se rapprocher davantage des étudiants... Mais le réformisme de la CGT n'a-t-il pas été en définitive plus profitable aux travailleurs ? Vaste débat... Le nouveau «patron» de la CGT avait eu une vie bien remplie avant d'être sous les feux de la rampe : né à Toulouse en 1927 - il conservera toujours son accent du sud-ouest («l'an-née») - il a sucé dès son enfance «l'esprit» de la revendication : son père, cheminot, est au PC depuis 1920 : il ne semble pas avoir été beaucoup influencé par le catholicisme assez tiède de sa mère. Il accompagne son père aux réunions et il n'hésite pas à se mettre en avant pour défendre son instituteur arrêté pour avoir manifesté ! En 1940 au cours complémentaire, il doit subir l'instruction civique à la gloire du Maréchal. Sa future direction est déjà toute tracée : il apprend le

métier de conducteur typographe dans une imprimerie qui travaille pour la Résistance ; en 1943 il entre aux Jeunesses communistes et devient FTP (franc tireur et partisan) ; arrêté en 44, déporté à Mauthausen il est libéré en 1945 et abandonne son métier de typographe en raison de son état de santé ; il entre comme cheminot à la SNCF où il suit le cursus normal d'un militant CGT ; sa carrière politique se précise également : en 1956 il est suppléant auprès de M. THOREZ et il fait partie de la délégation au 20^{ème} Congrès du PCU (début de la déstalinisation par KHROUCHTCHEV) dont il apprécie l'orientation nouvelle tout en étant quelque peu traumatisé par la révélation des crimes de STALINE ! Tout semble réussir à cet homme dans la force de l'âge, jovial mais discret, au français impeccable. Au lendemain de mai 68 les élections législatives redonnent le leadership au PC et indirectement à la CGT : alors que la gauche non communiste est réduite à néant, alors que l'extrême-gauche ne peut que proclamer «élection-trahison» le parti recueille un peu plus de 20% des suffrages et le «réformisme» de



Georges Pompidou, Jacques Chirac et Georges Séguy

SEGUY commence à porter ses fruits : à l'automne 1969 il se permet même d'attaquer le premier ministre J. CHABAN DELMAS en proclamant à plusieurs reprises : «Messieurs (du gouvernement), c'est mal parti, ça tangué». CHABAN monopolisera les ondes de radio-paris (?) à 20 heures pour essayer de contrer cette formulation : SEGUY n'aura même pas à répondre, la CFDT et FO s'en chargeront ! A ce moment la CGT est en pointe sur tous les grands conflits, appréciée

pour son réalisme, sa force et pour la bonhomie ironique de son patron. Dès la signature du programme commun, SEGUY tout en restant communiste regarde de plus en plus dans la direction du PS, désireux d'attirer ses sympathisants dans l'orbite de la CGT comme le prouve le congrès de Grenoble en 1978 ; en 1981 il apprécie au plus haut point l'élection de MITTERRAND au second tour ! Mal à l'aise à l'intérieur d'un PC qui se raidit de plus en plus face à son désir de plus de démocratie syndicale, il démissionne en octobre 81 de son poste de secrétaire général, prétextant avoir atteint l'âge de la retraite ; en fait l'appareil lui préfère KRASUCKY aux positions beaucoup plus orthodoxes. Cette retraite ne l'empêche pas de rester un militant très écouté qui s'investit dans le mouvement pacifiste et qui préside l'institut d'histoire sociale de la CGT. En 2004 il se réjouira que le cordon ombilical ait enfin été coupé entre le PC et la CGT : «la rupture aurait dû intervenir vingt ans plus tôt, la CGT avait tout à y gagner et le PCF n'y aurait pas plus perdu»... Le « bon bourgeois» voyait en SEGUY un pur produit du PCF, rigide et sectaire. En réalité l'homme sous cette apparence était sensible à toutes les évolutions. Les «politiques» l'ont toujours apprécié au plus haut point.

Jean-Pierre SHIEP

POÈME

Des filles sans poitrine
Des villes sans usine
Un univers aseptisé
Une vie dégénérée

Vendre à des écervelés
Des vus à la télé
De la publicité
Du tout bien ordonné

Couper ce qui dépasse
Ne rien laisser qui lasse
Le temps nous accélère
On ne se connaît guère

Le temps nous manque à tous
Ou on se le fait croire
Le temps se manque à nous
Au risque de le prendre

Le temps se fait vapeur
L'horloge à la lueur
On ne l'attrape pas
Il glisse vole et passe

Le temps nous tétanise
Il nous immobilise
Il est de cette sorte
Que l'avenir emporte

Le temps est un voleur
Il nous vole nos vies
Et nous en avons peur
Et il en est ainsi

Il est des temps anciens
Où pour une valeur
Le temps en avait une
Il nous montrait la lune

Aujourd'hui maintenant
Il en est plus que temps
Et j'en suis tout ému
Qu'il nous montre son cul

Rémi F.



CINÉMA

J'ai lu des critiques intéressantes des films suivants : *L'homme qui répare les femmes* de T. Michel (excision), *Femmes pour la planète* de MM Robin, *Une rébellion ordinaire* de H. Rajabi (Iran) sur les problèmes des femmes, *J'ai très mal au travail* de JM Carré, *Les jours heureux* de G Perret (Conseil de la Résistance), *L'intérêt général et moi* de M Milanese sur des problèmes de société.

A.R.

LA SOCIALE

Il y a 70 ans, les ordonnances promulguant les champs d'application de la Sécurité sociale étaient votées par le Gouvernement provisoire de la République. Un vieux rêve séculaire émanant des peuples — vouloir vivre sans l'angoisse du lendemain — voyait enfin le jour. Il retrace l'histoire d'une longue lutte vers la dignité tout en dressant, en parallèle, le portrait d'un homme et celui d'une institution incarnée par ses acteurs du quotidien. Le film de Gilles PERRET nous transporte dans les luttes populaires et les avancées sociales extraordinaires qu'elles ont permises. Son principal bâtisseur se nommait Ambroise CROIZAT, ministre communiste à la Libération. Un spectacle à recommander absolument qui tourne dans le Midi Pyrénées mais pas encore dans le Tarn.

J.B

AURIEZ-VOUS MANQUÉ ?

TOULOUSE les 22 et 23 Octobre 2016 (CREPS 1 Avenue Edouard Belin) : Deux Journées de débats et d'ateliers autour du thème : « Pour un monde libéré des violences sexuelles et de tout enfermement »

Organisées par la FAI et LE CRI. Avec : Irène Corradin Collectif Midi-Pyrénées pour les Droits des femmes, Martine Costes-Peplinski Sexologue clinicienne et formatrice, Françoise Galinon Psychanalyste, Marie Thérèse Martinelli Marche Mondiale des Femmes, Zita Tugayé du Mouvement Le Nid, Michel Massé Professeur de droit, Mélusine Vertelune du CLAS. Avec le témoignage de Dominique Wiel.

DANS UNE AUTRE VIE

Dans une autre vie j'ai connu un Résistant, qui n'a jamais dit qu'il l'était, Résistant, qui n'a pas participé à des exactions contre les femmes pour être encore plus Résistant... un jeune homme qui a fait son devoir de juste, sans plus, en fabriquant de faux documents d'identité pour sauver des vies humaines ... dix? cent ? mille ? Il n'a pas dû faire les comptes...

Quand je l'ai rencontré c'était un monsieur d'une cinquantaine d'années, plein de charme ... Quelqu'un avait parlé à sa place, peut-être un survivant, et le voilà décoré trente ans après. A un Espagnol qui lui demandait s'il avait été «condécoré», il avait répondu, avec son humour habituel : «non, non, décoré seulement»... Personnage devenu important par son travail, sa compétence et son intégrité dans une petite sous-préfecture du sud de la France - un «notable» pourrait-on dire - il avait des responsabilités en tant que fonctionnaire de la République. Humaniste qui n'a jamais eu peur de dire ce qu'il pensait, ni d'intervenir à visage découvert pour sauver la vie des autres bien après la guerre finie. Homme de gauche sans ostentation. Son violon d'Ingres fut pendant longtemps la photographie... magnifiques portraits qu'il développait lui-même. Élégant, gourmet, à mi-chemin entre Jean d'Ormesson et Jean Poirot. Un homme d'un autre temps.

A sa retraite, il a pris le chemin des écoles où il intervenait pour raconter aux enfants ce qu'avait été la guerre de 1940 ...

Il est mort, il n'y a pas longtemps, il s'en est allé comme il avait vécu, sans bruit, sans chiqué, toujours digne. Il avait pris soin de perdre un peu la tête avant, pour continuer à se souvenir que toute sa vie il n'avait fait que son devoir et qu'il n'y avait rien à redire.

Je vous salue Jacques et merci !

GISOL

LA « CAS-SOCIALISATION » DE LA FRANCE

Il m'arrive de lire des articles de mes adversaires politiques, voire de mes ennemis, afin de prendre connaissance de leurs revendications et de leurs analyses sociétales. Récemment, je suis tombé sur un article issu du Mouvement d'Action Sociale du Nord (groupe néo-fasciste se prétendant anti-capitaliste) intitulé « *La cas-socialisation de la France* » qui tentait une analyse d'une partie des classes populaires tombée dans l'avitissement et la dégénérescence qui, selon les termes de l'article « (...) *telle une gangrène, envahit et infecte notre pays* (...) ». Les néo-fascistes du MAS voient deux catégories de « cas sociaux » :

- le parasite social héréditaire qui se complait dans « (...) *l'oisiveté et la pollution sociale* (...) » pour désigner les petits magouilleurs et autres « profiteurs » du système d'aides sociales et

- « *le cas social travailleur* » satisfait de sa situation de quasi-esclave, jaloux des riches mais certainement pas solidaire de ses confrères et consoeurs de classe. Pour ne pas laisser ce thème abordé uniquement sous un angle méprisant et orienté vers la nostalgie de l'hypothétique Âge d'or d'une « race déchue », j'entreprends dès lors, d'écrire moi aussi sur ce sujet.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas pour moi de dénigrer des individus victimes d'une situation socialement aliénante, mais bien de désigner le système responsable de cette situation.

Il peut m'arriver, au détour d'une phrase, de me retrouver en partie d'accord avec le fait que la médiocrité diffusée dans la culture de masse des divers médias a une grande part de responsabilité dans l'acculturation et le désintérêt croissant d'une partie de nos contemporain-e-s pour la réflexion, la curiosité intellectuelle, la confrontation des idées, la découverte, les Arts... Pour la Culture en général... Cette société du spectacle omniprésente est un des outils les plus pervers et les plus efficaces pour un système cherchant à dominer en affaissant une partie de son peuple, en le divisant, en suscitant des jalousies et du mépris. Les divers divertissements proposés ont pour conséquence une diminution de la vigilance intellectuelle

pour celles et ceux qui s'y adonnent, d'autant plus qu'ils ne sollicitent pas les facultés les plus positives de l'esprit humain (compétitions sportives, concours de Miss, humour sexiste, émissions de « télé réalité », séries télévisés aux rebondissements inévitables...).

Le terme « cas sociaux » désignait à l'origine des situations difficiles, alarmantes pouvant provoquer des exclusions sociales de personnes en grande difficulté, nécessitant des aides sociales voire une prise en charge par les institutions étatiques ou associatives. Par métonymie, le terme « cas social » a ensuite désigné les personnes se retrouvant en situation de détresse économique et sociale. Par la suite, et surtout de façon péjorative, ce terme, et notamment son diminutif « cas soc' », a aussi englobé toutes les personnes vivant en marge de la société, toutes les personnes en difficultés relationnelles, en souffrance, les personnes en situation de handicap, les personnes considérées vulgaires... Ainsi, nous sommes toutes et tous (ou presque) le ou la « cas soc' » d'un-e autre !



Il peut sembler légitime de s'inquiéter d'une éventuelle « cas-socialisation » d'un territoire. Mais avec une empathie pour les personnes concernées et non pas pour le territoire en tant que tel ! Peut-être serait-il pertinent de s'inquiéter du comment et du pourquoi de cette forme de déchéance. Il me faut admettre l'impossibilité de définir dans un article les causes multiples qui conduisent des personnes à ne plus être dans la maîtrise de leur vie. La facilité me pousse à accuser les conditions économiques et politiques d'être responsables de cet état de fait. Ce n'est pas une extrapolation que de voir dans les populations fragilisées, poussées à vivre dans des

conditions très modestes, avec des salaires ou des allocations (RSA, ARE, indemnités chômage, AAH...) qui leur permettent de moins en moins de subvenir à leurs besoins élémentaires et à leurs envies, les potentielles victimes d'un système excluant. Pour autant, toutes les personnes en difficultés, ne sont pas des « cas sociaux ». Certaines dirigent encore leur vie selon leurs convictions en faisant des choix de plus en plus restreints pour garder leur dignité. Il ne s'agit pas de chercher à culpabiliser les personnes qui tombent sous le coup de l'appellation « cas sociaux » mais de tenter d'en tracer les contours... Avec plus ou moins de justice. Et de justice !

La profusion de gadgets* mis à disposition par le système consumériste et rendus désirables grâce au matraquage publicitaire enchaîne une partie d'entre nous aux désirs de posséder. La possession de tels objets désirés** devient ainsi l'objectif à atteindre pour espérer Être. Posséder pour Être ne revient-il pas à être possédé ?

Ce n'est pas faire preuve d'originalité que de dire que les contenus des programmes télévisés ou radiophoniques sont dans leur majorité des inepties propres à lessiver les neurones afin de les rendre perméables à toutes formes de manipulations, à toutes les propagandes commerciales. En analysant le fond de cette méthode d'abrutissement, n'en oublions-nous pas la forme ? Habituellement, dans nos critiques des mass médias, nous orientons notre travail sur le fond. Alors que la forme est dans ce cas précis peut-être aussi un élément à étudier. Comme « forme », j'entends la technologie même de diffusion de ces images, des ces scènes de spectacle, de ces voix, de ces jingles, de tous ces sons radiophoniques. Je me pose clairement la question de savoir, si en plus d'un contenu insipide et manipulateur, ces technologies n'auraient pas en elles, une faculté d'hypnotiser, une manière de brouiller l'intellect et d'exciter certaines fonctions du cerveau primaire... Je n'affirme rien, je m'interroge (et je vous interroge par la même occasion).

.../... (Suite page 19)

Il est prouvé que certaines fleurs attirent certains insectes par leurs couleurs. Serait-il absurde de penser que les images télévisées peuvent elles aussi attirer le regard comme le font les flammes d'une cheminée ? Le public, ainsi hypnotisé, est-il encore en état de résister à cette agression ? Ou se retrouve-t-il disponible pour absorber sa dose quotidienne de rations abêtissantes ?

Ainsi soumis aux injonctions mercantiles, les individus ne trouvent leur plaisir que dans la possession (et donc dans la consommation), retranchés dans un individualisme les jetant en concurrence face à d'autres individualismes, ils s'écartent des luttes sociales et des combats sociaux qui nécessitent de s'affronter les un-e-s aux autres, de débattre et de s'entraider... Le système leur est, pour cela, bien reconnaissant !

Patrice K

* D'objets aussi divers que voitures, motos de sport, quads, jet ski, téléphones portables hi Tech, matériel hi-fi, connectiques divers, habits de marque, maquillages, piercing, tatouages, salle de musculation...

** Parmi les « objets » à posséder, le corps d'autrui (souvent stéréotypé) passe du statut d'individu humain à celui d'objet de désir, tout comme celui de certains animaux non humains.

CENTRES VILLES : À RÉNOVER !

L'inquiétante dévitalisation des centres des bourgs et des petites villes : la vacance commerciale y explose avec des locaux vides de 9 à 25 %.

Parallèlement, il y a surproduction de surfaces commerciales, à un rythme plus rapide que la consommation (grandes surfaces + 60 %, consommation + 36 %).

Ne faudrait-il pas construire moins d'immeubles dans la périphérie et au contraire rénover les centres villes ?

Aline Raby

Dans son dernier ouvrage « Einstein avait raison, il faut réduire le temps de travail » aux éditions de l'Atelier, Pierre Larrourou un des fondateurs du Collectif Roosevelt, en collaboration avec Dominique Méda s'attaque au problème du chômage et démontre qu'il existe des solutions pour en sortir en améliorant la qualité de vie de tous.

D'abord le constat, les chiffres sont glaçants, implacables : Plus de 6 millions de chômeurs. Plus de 8 millions de pauvres.

10 à 20 mille morts par an dus au chômage (suicides, maladies). Entre 80 et 100 milliards par an de coût pour la société (unedic, sécu, état, collectivités locales).

Est-il acceptable de continuer à compter les morts et les blessés des sans emplois et contrats précaires sans proposer d'autres solutions que d'attendre, encore attendre, toujours attendre une hypothétique croissance qui ne viendra jamais ?

Est-il acceptable de continuer à compter les morts et les blessés parmi les salariés surmenés, dévalorisés, pressés comme des citrons pour obéir aux injonctions de la sacro-sainte rentabilité ?

Est-il acceptable de constater que les bénéfices de leurs efforts profitent plus à des actionnaires inactifs qu'à eux mêmes qui voient leurs salaires diminuer ?

Non ! Mille fois non !

Pour Pierre Larrourou, la justice sociale n'est pas un luxe mais une urgence absolue avant que la crise ne conduise à un effondrement général de nos sociétés.

Le développement des nouvelles technologies devrait encore détruire environ 5 millions d'emplois d'ici 2020 et il propose entre autres, de partager



le travail et de passer à la semaine de quatre jours comme cela a déjà été expérimenté avec succès dans plusieurs entreprises en France et cela en jouant sur quatre leviers :

La réduction du temps de travail à 32 H, 4 jours ; réduire le nombre de jours est impératif pour qu'il y ait des embauches et que les salariés voient diminuer leurs frais comme les transports par exemple.

Les baisses de cotisations pour les entreprises créatrices d'emplois.

Une plus grande flexibilité interne ; à chaque entreprise de réorganiser le travail pour s'adapter à la RTT.

Une amélioration de la formation des salariés pour qu'ils puissent s'adapter à la réorganisation du travail.

Depuis trente ans les baisses de charges attribuées aux entreprises SANS CONTREPARTIE ont coûté 60 milliards à l'état !

Avec la semaine de 4 jours on dépenserait 14 milliards en exonération de cotisations mais l'on augmenterait les recettes dues à la création de un à deux millions d'emplois nouveaux.

Sans compter les bénéfices d'une qualité de vie incroyablement améliorée.

Qui ne souhaiterait avoir plus de temps pour s'occuper de ses proches, éduquer ses enfants, faire du sport, avoir des activités culturelles, s'impliquer dans la vie citoyenne, le bénévolat, se former, se cultiver ?

Qui ne souhaiterait avoir un vrai travail plutôt que des petits boulots ou rien du tout ?

« Il ne s'agit pas de travailler moins mais d'être plus nombreux à le faire et dans de meilleures conditions »

Le Collectif Roosevelt du Tarn

BRÈVE... BRÈVE...

TOUJOURS ET ENCORE DES CHIFFRES

... sur les prisons en France

Capacité : 58 311 places.

Détenus : 69 375.

Soit plus de 11 000 détenus « de trop ».

+ 3,8% en un an.

Prévenu = présumé innocent.

Nombre de prévenus : 20 035.

Soit + 13,8% en un an.

A.R.

SOPHIA BRAHE (1556-1643)

Sophia Brahe est née en Scanie, province alors danoise devenue depuis suédoise. Dernière née d'une famille de huit (ou dix) enfants, dont le père était conseiller du Roi du Danemark* et la mère proche de la cour de la reine. D'origine noble, elle a pu recevoir une éducation privée, lors de laquelle elle apprend l'allemand et la littérature classique. Son frère aîné, Tycho Brahe, deviendra un brillant astronome**, et influence sans doute son intérêt pour l'observation du ciel, notamment lors de l'éclipse de lune de décembre 1573.

Initiée à la chimie et à l'horticulture par son frère Tycho, provoquant ainsi une tension au sein de la famille qui estimait qu'étudier les Sciences était une perte de temps pour des gens de la noblesse et les aurait préférés à la cour du roi. En 1579, elle épouse un homme plus âgé qu'elle d'une dizaine d'années, très riche et issu d'une famille noble lui aussi. Le couple aura un enfant l'année suivant le mariage. Neuf ans plus tard, elle se retrouve veuve et en profite pour poursuivre son apprentissage de l'astronomie grâce à des livres en latin et en allemand, langues qu'elle savait lire. Astronome autodidacte, elle met à profit son temps libre pour passer plus de temps auprès de son frère à étudier le ciel, l'assistant dans ses recherches, effectuant des mesures astronomiques qui deviendront la base des prévisions modernes de l'orbite des planètes. Elle se consacre tout autant à l'astronomie, à l'astrologie (créant des horoscopes) qu'à l'horticulture en gérant à sa guise le jardin du domaine familial (devenu héritage de son fils) dans un style Renaissance. Son jardin devient rapidement le plus renommé et le plus visité de Scandinavie.

En rendant visite à son frère dans son Observatoire, elle fait la connaissance d'un ami de la famille, Erik Lange, avec qui elle se lie de sympathie. Assez rapidement elle en devient amoureuse. Elle s'intéresse dès lors à la passion de son nouvel amour, l'alchimie. Voulant transformer le plomb en or, il ne parvint qu'à changer son argent en courant d'air ! Endetté par des travaux illusoires, il se retrouve rapidement en difficulté auprès de créanciers qui lui courent après ! Le couple s'installe un temps en Allemagne, où Tage, le fils de Sophia, entreprend des études dès 1599. En 1613, son second mari décède, elle rentre alors au Danemark pour s'occuper de la gestion du patrimoine de son fils, seul héritier de son premier époux.

En plus du jardin, elle installe un laboratoire de chimie dans lequel elle tente de réaliser des médicaments, à partir de poisons***, qu'elle met à disposition de sa famille mais aussi des pauvres qui peuvent difficilement se soigner****.

Elle entreprend des recherches généalogiques et publie, en 1626, une généalogie des familles Nobles scandinaves (de plus de 900 pages).

Elle s'éteint à l'âge de 87 ans et sera enterrée avec son premier époux.

Son frère la surnommait « Animus invictus », « l'âme invaincue » en latin ! Car il en faut de la ténacité pour affronter les préjugés et se faire une place dans le monde scientifique quand on est une femme...

Les filières scientifiques ont longtemps été réservées aux seuls hommes. Il fallut aux femmes pionnières dans ses carrières là beaucoup de courage (et de moyens financiers) pour s'imposer. La quasi-interdiction faite aux filles de choisir des métiers scientifiques les ont cantonné dans d'autres voies. Ce qui permettait de prétendre leur désintérêt pour ces métiers là. Suite à des recherches sur la désaffection des filles pour les filières scientifiques, un groupe de femmes scientifiques, réunies autour de Huguette Delavault, fondent en 2000 l'association « Femmes & Sciences » *****.



Contrairement à des légendes tenaces, les femmes aussi peuvent s'épanouir en étudiant et pratiquant les Sciences ! Si on n'entrave pas leurs études et leurs expérimentations...

Patrice K

* Du roi Frédéric II de Danemark.

** En 1572, il découvre une super nova qu'il nomme « Nova Stella » et obtient une renommée internationale dans le milieu de l'astronomie. En 1576, le roi Frédéric II de Danemark lui offre une île (l'île Ven) sur laquelle il put faire construire deux châteaux équipés d'un observatoire chacun. On dit que 2% du budget du

royaume lui furent alloués (jusqu'en 1596 où le nouveau roi Christian IV coupa les vivres) !

*** Suivant les travaux du médecin-philosophe-théologien allemand Paracelse Philippus Theophrastus Aureolus Bombastus von Hohenheim (1493-1541)

**** Le peintre Pieter van der Hulst a rencontré un très vieille dame nommée Live Larsdatter, dont il a peint un portrait (en 1691), qui affirmait avoir travaillé pour Tycho et Sophia Brahe. Elle disait que Sophie Brahe lui avait enseigné la pharmacopée, ce qui lui aurait permis de vivre jusqu'à 123 ans !

***** L'association « Femmes et Sciences » s'est donnée, entre autres missions, de promouvoir l'image de la science chez les femmes et l'image des femmes dans les sciences et d'inciter les jeunes filles à s'engager dans des carrières scientifiques et techniques.

LE BLOG DE CONFLUENCES 81 : [HTTP://CONFLUENCES81.FR/](http://confluences81.fr/)

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : CONTACT@CONFLUENCES81.FR - ADRESSE POSTALE : 9 CHEMIN DU RITOU 81100 CASTRES

Confluences 81